

http://abonnes.lemonde.fr/economie/article/2012/08/01/zone-euro-apres-ses-promesses-mario-draghi-n-a-plus-droit-a-l-erreur_1741020_3234.html

The screenshot shows the Le Monde.fr website interface. At the top, there is a navigation bar with categories: INTERNATIONAL, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, ÉCONOMIE, CULTURE, IDÉES, SPORT, SCIENCES, TECHNO, STYLE, VOUS, ÉDITION ABONNÉS. Below this is the main header with the 'M Économie' logo. A secondary navigation bar includes: ÉCONOMIE, Monde, Crise de l'euro, France, Entreprises, Marchés, Votre argent, Comparateur, Médias, Carrières, Telecom/Cloud. The main article title is 'Zone euro : après ses promesses, Mario Draghi n'a plus droit à l'erreur'. The author is Claire Gatinois et Audrey Tonnelier. The article is dated 01.08.2012 à 14h16. Below the title is a photo of Mario Draghi. To the right, there is a 'Les plus partagés' section with a list of popular articles. At the bottom, there is a 'LIVE' section for 'Les épreuves des JO en direct'.

Zone euro : après ses promesses, Mario Draghi n'a plus droit à l'erreur

LE MONDE | 01.08.2012 à 14h16 • Mis à jour le 02.08.2012 à 12h16

Par Claire Gatinois et Audrey Tonnelier

Jeudi 2 août, les investisseurs auront encore à l'esprit le discours de Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne (BCE), prononcé le 26 juillet. Lorsque le président de la BCE s'adressera de nouveau à eux, à l'issue de la réunion mensuelle de l'institution, ils se rappelleront ces mots : la BCE n'a "pas de tabou" et cette phrase : "Dans le cadre de notre mandat, la BCE est prête à faire tout ce qui est nécessaire pour préserver l'euro. Et croyez-moi ce sera suffisant."

Il y a une semaine, ces propos avaient suffi à faire retomber la fièvre sur le marché des dettes souveraines espagnole et italienne. M. Draghi ne doit pas décevoir, au risque de provoquer un regain de tension. "Il s'est mis tout seul au pied du mur. Il est condamné à agir", juge David Kalfon, de la société de gestion Amaïka-AM.

ÉVITER L'ASPHYXIE FINANCIÈRE

Les observateurs espèrent l'annonce d'une action concertée de la Banque centrale et des Etats de la zone euro pour acheter des dettes publiques sur les marchés (*Le Monde* du 28 juillet), afin de réduire les coûts des emprunts d'Etat en difficulté, et d'éviter ainsi l'asphyxie financière des Etats en difficulté.

La BCE relancerait ses achats d'emprunts souverains sur le marché secondaire - où s'échangent les titres déjà émis - en plus des achats de dettes sur le marché primaire et/ou secondaire par le fonds de secours européen, le FESF, puis par son successeur, le Mécanisme européen de stabilité (MES). Les récentes déclarations du président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, comme celles des dirigeants italien ou français, laissent penser que ce plan orchestré par la BCE est en route. Il s'agirait de *"la meilleure stratégie"*, s'enthousiasment déjà les experts de Deutsche Bank.

Seul bémol : pour que les fonds de secours achètent la dette d'un Etat en difficulté, il faut que ce dernier le demande. Or, le pays qui en a le plus besoin, l'Espagne, continue d'affirmer qu'il ne sollicitera pas d'aide extérieure.

"SUSCEPTIBILITÉS NATIONALES"

Calcul politique ou orgueil mal placé ? Quoi qu'il en soit, cette position risque de compromettre le déroulement rapide du programme. *"Je ne comprends pas la position espagnole. L'heure n'est pas aux susceptibilités nationales !"*, s'agace un ex-haut responsable européen. Mario Monti, chef du gouvernement italien, tâchera sans doute de persuader son homologue espagnol, Mariano Rajoy, de changer de posture lors de leur entrevue, prévue jeudi.

Malgré cet obstacle, M. Draghi peut s'en sortir, par la *"pré-annonce d'une intervention si l'Espagne le demande"*, pense Gilles Möec chez Deutsche Bank. *Ce serait déjà un grand changement"*.

A moins que la BCE n'opte pour une solution d'attente. Elle dispose de divers outils. *" Le plus simple serait qu'elle annonce une réactivation des rachats de dettes souveraines, en expliquant qu'il s'agit d'une mesure temporaire, estime M. Kalfon. L'horloge politique n'est pas celle des marchés financiers."*

M. Draghi devra aussi obtenir l'adhésion de gouverneurs de la BCE, rétifs à une politique aussi peu orthodoxe. Il faut éviter un coup d'éclat de l'Allemand, Jens Weidmann, connu pour son opposition aux rachats de dettes souveraines par la BCE.

Les propos volontaristes tenus la semaine dernière arguant de la survie de l'euro peuvent laisser penser que M. Draghi tente ainsi d'étouffer les critiques. *"Quand on est en situation de désaccord interne, on parle fort"*, commente Jean-Baptiste Pethe chez Exane.